



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

33 textes

SOMMAIRE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

1. Arrêté n° 697 CM du 20 mai 2025 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Ori Tahiti Nui, pour financer l'organisation de la douzième édition du « Ori Tahiti Nui Compétitions », au titre de l'année 2025

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

2. Arrêté n° 956 PR du 21 mai 2025 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications
3. Arrêté n° 957 PR du 21 mai 2025 portant abrogation de l'arrêté n° 1018 MTF du 9 février 2016 modifié portant attribution d'une licence de navigation charter « professionnelle » à l'EURL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Hair II)

Ministère de l'économie, du budget et des finances

4. Arrêté n° 4290 MEF/DGAE du 21 mai 2025 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Jean-Baptiste BERNADAS et Mme Morgane DEBATS pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages
5. Arrêté n° 4333 MEF/DGAE du 21 mai 2025 portant ouverture des quotas d'importation de certains fruits et légumes frais pour le mois de juin 2025

Ministère du foncier et du logement

6. Arrêté n° 4289 MFL du 21 mai 2025 portant modification de l'arrêté n° 2034 MFL du 20 mars 2025 portant transfert de gestion de la parcelle dépendant de la terre sans nom, cadastrée commune de Tahuata, section A n° 492, au profit de l'Office polynésien de l'habitat
7. Arrêté n° 4305 MFL du 21 mai 2025 portant modification de l'arrêté n° 9519 VP du 13 octobre 2020 autorisant l'affectation des diverses parcelles cadastrées commune de Tai'arapu-Est, communes associées de 'Afa'ahiti et Fa'aone, au profit de la direction des ressources marines

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

8. Arrêté n° 4292 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de Mme Laina YERSIN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
9. Arrêté n° 4297 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de M. Ariel, Matteo, Maria MANGIN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

10. Arrêté n° 4298 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de M. Samuel FAAIO pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
11. Arrêté n° 4299 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de M. Cédric WONG pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
12. Arrêté n° 4300 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de Mme Hailanie FANAURA pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
13. Arrêté n° 4301 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de M. Antony ANIAMIOI pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
14. Arrêté n° 4302 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de M. Teahi CHEN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel
15. Arrêté n° 4303 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de M. Thierry-Pascal SALMON pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

16. Arrêté n° 4306 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Moeta TAHIRI sous l'enseigne commerciale Artisanat Fenuaiti Takapoto pour financer l'achat de matières premières
17. Arrêté n° 4307 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Glenn RICHMOND sous l'enseigne commerciale Tamaiti Art pour financer l'achat d'équipements
18. Arrêté n° 4308 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Thérèse TEAPIKI épouse TERUAOTU sous l'enseigne commerciale Teikihoataua pour financer l'achat de matières premières
19. Arrêté n° 4309 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Vairea KELLER sous l'enseigne commerciale Roonui pour financer l'achat de matières premières
20. Arrêté n° 4310 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Bélanda MII épouse VINCENT sous l'enseigne commerciale Bélanda pour financer l'achat de matières premières
21. Arrêté n° 4311 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Titaina TEUIAU sous l'enseigne commerciale TEUIAU Titaina pour financer l'achat d'équipements et de matières premières
22. Arrêté n° 4312 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Wifred YA-MATSY sous l'enseigne commerciale Varua Mana pour financer l'achat d'équipements et de matières premières
23. Arrêté n° 4313 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Wildorf TATA sous l'enseigne commerciale Hana Ima Tuhuka pour financer l'achat d'équipements
24. Arrêté n° 4314 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Anita TAUHIRO épouse FAAITE sous l'enseigne commerciale Nita Arts pour financer l'achat d'équipements et de matières premières
25. Arrêté n° 4315 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Orama NIGOU sous l'enseigne commerciale Ateliers Tāmau pour financer l'achat de matières premières
26. Arrêté n° 4316 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Manola TEUIRA épouse SCHREYER sous l'enseigne commerciale Manola.S pour financer l'achat d'équipements et de matières premières
27. Arrêté n° 4317 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Juliette TEHOIRI sous l'enseigne commerciale Kahiwai Création pour financer l'achat de matières premières

28. Arrêté n° 4318 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Lydiane HAUATA sous l'enseigne commerciale Ura Rau Design pour financer l'achat matières premières
29. Arrêté n° 4319 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Myriam PORCUITTE épouse LUCAS sous l'enseigne commerciale Pareo & Créations Myriam pour financer l'achat de matières premières
30. Arrêté n° 4320 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Hinarii PATII épouse TAHITORAI sous l'enseigne commerciale THK Couture pour financer l'achat d'équipements
31. Arrêté n° 4321 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Coralie SIU épouse HUIOUTU sous l'enseigne commerciale Les Cokines pour financer l'achat d'équipements
32. Arrêté n° 4323 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Carole LY THAM sous l'enseigne commerciale Tahiti Fashion Pearl pour financer l'achat de matières premières

ACTES DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

33. Conseil économique, social, environnemental et culturel - Avis n° 58 du 20 mai 2025 sur le projet de loi du pays relatif au prêt à taux zéro et instituant un crédit d'impôt sur la taxe sur le produit net bancaire



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 1/33, Page 1/6

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 697 CM du 20 mai 2025 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Ori Tahiti Nui, pour financer l'organisation de la douzième édition du « 'Ori Tahiti Nui Compétitions », au titre de l'année 2025

NOR : SCP25200776AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes (erratum publié au JOPF n° 89 NC du 7 novembre 2017 à la page 16424) ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 6 mars 2025 formulée par la présidente de l'association Ori Tahiti Nui, pour l'exercice 2025 ;

Vu la lettre n° 2425 PR du 10 avril 2025 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 11 avril 2025 ;

Vu l'avis n° 95-2025 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 17 avril 2025 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 mai 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 2 000 000 F CFP (deux-millions de francs CFP) en faveur de l'association Ori Tahiti Nui, pour financer l'organisation de la douzième édition du « 'Ori Tahiti Nui Compétitions », au titre de l'année 2025.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96801, article 6574, centre de travail 7502-F.

Art. 3

La subvention sera versée sur le compte de l'association Ori Tahiti Nui selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit 1 000 000 F CFP (un-million de francs CFP), au plus tôt à compter de la notification du présent arrêté ;
- le solde de 50 %, soit 1 000 000 F CFP (un-million de francs CFP) sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 4

L'association Ori Tahiti Nui s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine les pièces justificatives du premier versement et du solde de la subvention ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses correspondantes attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté, au plus tard le 31 mars 2026.

Art. 5

À défaut de présentation de justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non-conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 6

Conformément à l'article LP. 15 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée, une convention définit les obligations de l'association Ori Tahiti Nui et les objectifs à atteindre au moyen du financement obtenu.

Art. 7

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Ori Tahiti Nui et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mai 2025.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,
Warren DEXTER

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIIPAIA

Annexe**CONVENTION N°****/ MEE du**

(SCP25200776AC-3)

définissant les obligations de l'association Ori Tahiti Nui et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention accordée par la Polynésie française pour l'organisation de la douzième édition du « 'Ori Tahiti Nui Compétitions », au titre de l'année 2025

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes (erratum publié au JOPF n° 89 NC du 7 novembre 2017 à la page 16424) ;
- Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;
- Vu la demande de subvention de fonctionnement en date du 6 mars 2025, formulée par l'association Ori Tahiti Nui pour l'exercice 2025 ;
- Vu l'arrêté n° /CM du approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Ori Tahiti Nui, pour financer l'organisation de la douzième édition du « 'Ori Tahiti Nui Compétitions », au titre de l'année 2025,

ENTRE :

La Polynésie française, pour le compte de la Direction de la culture et du patrimoine - Te Papa Hiro'a 'e Faufa'a tumu, représentée par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture Monsieur Ronny TERIIPAIA, ci-après désigné,

d'une part,**ET :**

L'association Ori Tahiti Nui, déclarée le 6 juin 2012, n° TAHITI A38767, représentée par sa présidente, Madame Tumata ROBINSON, ci-après désignée,

d'autre part,

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIV

Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les obligations de l'association Ori Tahiti Nui et les objectifs à atteindre au moyen de la subvention de fonctionnement accordée par la Polynésie française, pour financer l'organisation de la douzième édition du « 'Ori Tahiti Nui Compétitions », au titre de l'année 2025.

Dans la limite des crédits disponibles et dans les conditions définies par la présente convention, la Polynésie française consent à l'association Ori Tahiti Nui, qui l'accepte sans réserve ni restriction, l'octroi d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 2 000 000 F CFP (deux-millions de francs CFP).

Article 2. - Obligations du bénéficiaire de la subvention

À l'exclusion de toutes autres dépenses, l'association Ori Tahiti Nui est tenue d'affecter la subvention octroyée à la couverture intégrale ou partielle des dépenses liées à l'organisation de la douzième édition du « 'Ori Tahiti Nui Compétitions », au titre de l'année 2025, telle que définie dans sa lettre de demande de subvention en date du 6 mars 2025.

L'association Ori Tahiti Nui s'engage à fournir à la direction de la culture et du patrimoine au plus tard le 31 mars 2026 :

- un bilan financier de l'année 2025 ;
- un bilan financier de l'action réalisée ;
- un bilan qualitatif de celle-ci.

Article 3. - Objectifs à atteindre

L'association Ori Tahiti Nui s'engage à œuvrer dans le respect de ses obligations statutaires pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés, dans le cadre de l'organisation de la douzième édition du « 'Ori Tahiti Nui Compétitions », au titre de l'année 2025.

Article 4. - Mention de reconnaissance

La Polynésie française contribuant financièrement à l'organisation de la douzième édition du « 'Ori Tahiti Nui Compétitions », au titre de l'année 2025, l'association Ori Tahiti Nui s'engage à mentionner au public et aux médias la contribution du ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture.

Article 5. - Modalités de paiement

Le paiement est effectué sur le compte bancaire de l'association.

Le paiement a lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- Budget de la Polynésie française : 100
- Exercice : 2025
- Programme : 96801
- Article: 6574

Article 7. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera sur le compte de l'association Ori Tahiti Nui selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 50 %, soit 1 000 000 F CFP (un-million de francs CFP), au plus tôt à compter de la notification de l'arrêté d'octroi ;
- le solde de 50 %, soit 1 000 000 F CFP (un-million de francs CFP), sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

L'association Ori Tahiti Nui s'engage à produire auprès de la Direction de la culture et du patrimoine les pièces justificatives du premier versement et du solde de la subvention ainsi qu'un état récapitulatif des dépenses correspondantes attestant de son utilisation dans le cadre du projet présenté, au plus tard le 31 mars 2026.

Article 8. - Clause pénale

À défaut de présentation des justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non-conforme à l'objet de la subvention, il sera établi à l'encontre de l'association Ori Tahiti Nui, un ordre de recette pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Article 9. - Litiges

En cas de litige portant sur l'interprétation de l'application de la présente convention et après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.), les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Papeete.

Article 10. - Nombre d'exemplaires et enregistrement

La présente convention est établie en trois (3) exemplaires originaux et est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à , le

Fait à , le

La présidente de l'association
Ori Tahiti Nui ¹

Pour la Polynésie française
le ministre de l'éducation,
de l'enseignement supérieur et de la culture,

Tumata ROBINSON

Ronny TERIIPAIA

¹ Mention manuscrite « lu et approuvé » avant la signature



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 2/33, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 956 PR du 21 mai 2025 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications

NOR : SGG25506256AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,

Arrête :

Article 1er

M. Jordy CHAN, ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, pendant l'absence de M. Warren DEXTER, du 24 mai au 1er juin 2025 inclus.

Art. 2

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 3/33, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 957 PR du 21 mai 2025 portant abrogation de l'arrêté n° 1018 MTF du 9 février 2016 modifié portant attribution d'une licence de navigation charter « professionnelle » à l'EURL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Hair II)

NOR : SDT25506167AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1018 MTF du 9 février 2016 modifié portant attribution d'une licence de navigation charter « professionnelle » à l'EURL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Hair II) ;

Vu la demande du 14 mars 2025 de M. Frédéric BANNVILLE représentant de l'EURL Dream Yacht Tahiti,

Arrête :

Article 1er

L'arrêté n° 1018 MTF du 9 février 2016 modifié portant attribution d'une licence de navigation charter « professionnelle » à l'EURL Dream Yacht Tahiti pour le navire à voile (Hair II), est abrogé.

Art. 2

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le Président absent :

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes, de la communauté LGBT + et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 4/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'économie, du budget et des finances

Arrêté n° 4290 MEF/DGAE du 21 mai 2025 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Jean-Baptiste BERNADAS et Mme Morgane DEBATS pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages

NOR : DAE25505637AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque de Tahiti le 6 mai 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 1 778 518 F CFP (un-million-sept-cent-soixante-dix-huit-mille-cinq-cent-dix-huit francs CFP), en faveur de M. Jean-Baptiste BERNADAS et Mme Morgane DEBATS correspondant à 30 % des dépenses de travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation du logement à usage d'habitation principale

déclarées dans la demande d'aide à hauteur de 5 928 395 F CFP (cinq-millions-neuf-cent-vingt-huit-mille-trois-cent-quatre-vingt-quinze francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Faa'a.

Art. 2

Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'intégralité des travaux mentionnés dans la demande d'aide par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide.

Si l'aide perçue s'avère être supérieure à 30 % des dépenses réellement justifiées, il sera demandé un remboursement partiel de l'aide au prorata des dépenses non justifiées.

Art. 3

Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 4

La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 289.2025, AE 39.2025, article 204, centre de travail 73000.

Art. 5

Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Art. 6

En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 7

La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, et par délégation : la directrice des affaires économiques,

Sabine BAZILE



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 5/33, Page 1/3

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'économie, du budget et des finances

Arrêté n° 4333 MEF/DGAE du 21 mai 2025 portant ouverture des quotas d'importation de certains fruits et légumes frais pour le mois de juin 2025

NOR : DAE25506262AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 861 CM du 22 juin 1999 modifié fixant le régime d'importation des produits soumis au contrôle du commerce extérieur ;

Vu l'arrêté n° 1283 CM du 20 octobre 1986 modifié relatif au régime d'importation de fruits et légumes frais ;

Vu l'arrêté n° 1881 PR du 30 août 2024 fixant les modalités d'instruction, de délivrance et d'utilisation des licences d'importation dans le cadre du contrôle du commerce extérieur ;

Vu l'avis de la conférence agricole consultative réunie le 16 mai 2025,

Arrête :

Article 1er

Les importations de fruits frais et légumes frais ci-après désignés sont autorisées pour le mois de juin 2025 dans la limite des quotas suivants et sous réserve de l'écoulement de la production locale :

Aubergines	Fermées	
Brocolis	Libres	1 et 2
Carottes	110 tonnes	1
Choux-fleurs	Libres	1 et 2
Choux pommés	55 tonnes sous réserve de l'écoulement prioritaire de la production locale	1
Citrons	Fermées	
Concombres	Fermées	
Courges	Libres	1
Courgettes	Fermées	
Haricots verts	Libres sous réserve de l'écoulement prioritaire de la production locale	1 et 2
Laitues 1re gamme	25 tonnes	1 et 2
Laitues 4e gamme (lavée, découpée et sous sachet fermé)	4 tonnes	1 et 2
Litchis	Libres	1 et 2
Mandarines	Libres sous réserve de l'écoulement prioritaire de la production locale	1
Melons	Libres	1
Navets	Fermées	
Oignons verts	0,5 tonne	1 et 2
Oranges	Libres sous réserve de l'écoulement prioritaire de la production locale	1
Pastèques	70 tonnes	1
Persils	0,5 tonne	1 et 2
Poireaux	Libres	1
Poivrons verts	6 tonnes sous réserve de l'écoulement prioritaire de la production locale	1
Poivrons autres que vert	6 tonnes	1
Pommes de terre	Libres	1
Radis	Libres	1 et 2
Tomates	35 tonnes	1 et 2

(1) importation par voie maritime (2) importation par voie aérienne

Art. 2

Un quota mensuel supplémentaire de 7 % sur les quotas mensuels ouverts sur chaque produit énoncé au sein du tableau ci-dessus peut être attribué pour de nouveaux importateurs représentatifs de nouveaux réseaux de distribution de détail.

Art. 3

En cas de production locale suffisante et constatée notamment après appel à approvisionnement effectif par des producteurs locaux recensés ou après vérification auprès de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagunaire de la Polynésie française, les importateurs-distributeurs sont tenus de réguler leur contingent d'importation.

Art. 4

Un quota supplémentaire par produit peut être alloué, à titre exceptionnel, par la direction générale des affaires économiques, notamment dans le but de procéder à des ajustements dus à d'éventuelles erreurs des importateurs.

Art. 5

En situation de fermeture ou de contingentement à l'importation, tous les fruits et légumes biologiques ou « *organics* » sont autorisés à l'importation sous couvert d'une licence d'importation dans la limite d'un quota maximal équivalent à 7 % (sept pour cent) du volume de consommation mensuel du produit concerné. Ce quota spécifique est réparti selon la même méthode appliquée dans la répartition des fruits et légumes non biologiques.

Art. 6

La direction générale des affaires économiques répartit les quotas comme suit :

- les quotas normaux entre importateurs identifiés ;
- les quotas supplémentaires (7 %) entre les nouveaux importateurs ;
- les quotas relatifs aux fruits et légumes biologiques ou « *organics* » entre les importateurs identifiés et les nouveaux importateurs.

Art. 7

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, et par délégation : la directrice des affaires économiques,
Sabine BAZILE



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 6/33, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère du foncier et du logement

Arrêté n° 4289 MFL du 21 mai 2025 portant modification de l'arrêté n° 2034 MFL du 20 mars 2025 portant transfert de gestion de la parcelle dépendant de la terre sans nom, cadastrée commune de Tahuata, section A n° 492, au profit de l'Office polynésien de l'habitat

NOR : DAF25505652AM-1

Le ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 453 PR du 14 février 2025 modifié relatif aux attributions du ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2034 MFL du 20 mars 2025 portant transfert de gestion de la parcelle dépendant de la terre sans nom, cadastrée commune de Tahuata, section A n° 492, au profit de l'Office polynésien de l'habitat ;

Vu le courriel de demande de l'Office polynésien de l'habitat en date du 9 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

À l'article 3 de l'arrêté n° 2034 MFL du 20 mars 2025 susvisé, les termes : « réalisation des études d'avant-projet dans le cadre de l'implantation » sont remplacés par le terme : « construction ».

Art. 2

Le ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Office polynésien de l'habitat et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Le ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement,
Oraihoomana TEURURAI



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 7/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère du foncier et du logement

Arrêté n° 4305 MFL du 21 mai 2025 portant modification de l'arrêté n° 9519 VP du 13 octobre 2020 autorisant l'affectation des diverses parcelles cadastrées commune de Tai'arapu-Est, communes associées de 'Afa'ahiti et Fa'aone, au profit de la direction des ressources marines

NOR : DAF25503581AM-1

Le ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 453 PR du 14 février 2025 modifié relatif aux attributions du ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9519 VP du 13 octobre 2020 autorisant l'affectation des diverses parcelles cadastrées commune de Tai'arapu-Est, communes associées de 'Afa'ahiti et Fa'aone, au profit de la direction des ressources marines ;

Vu la lettre de demande n° 4192 MPR/DRM du 20 novembre 2024 enregistrée le 28 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er

À l'article 1er de l'arrêté n° 9519 VP du 13 octobre 2020 susvisé, le nombre : « 238 760 » est remplacé par le nombre : « 238 985 ».

Art. 2

L'alinéa 2 de l'article 5 de l'arrêté n° 9519 VP du 13 octobre 2020 susvisé, est modifié comme suit :

« - s'agissant des parcelles sises commune associée de 'Afa'ahiti, d'une superficie totale cumulée de 238 985 mètres carrés, elle est estimée à 579 299 640 F CFP (cinq-cent-soixante-dix-neuf-millions-deux-cent-quatre-vingt-dix-neuf-mille-six-cent-quarante francs CFP) ; ».

Art. 3

L'annexe 1 à l'arrêté n° 9519 VP du 13 octobre 2020 susvisé est remplacée par la nouvelle annexe 1.

Art. 4

Le ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction des ressources marines et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Le ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement,
Oraihoomana TEURURAI



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 8/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4292 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de Mme Laina YERSIN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

NOR : DBS25506205AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

Mme Laina YERSIN est certifiée pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 24 janvier 2025.

Art. 2

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 9/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4297 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de M. Ariel, Matteo, Maria MANGIN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

NOR : DBS25506195AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

M. Ariel, Matteo, Maria MANGIN est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 17 janvier 2025.

Art. 2

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 10/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4298 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de M. Samuel FAAIO pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

NOR : DBS25506190AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

M. Samuel FAAIO est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 16 janvier 2025.

Art. 2

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 11/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4299 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de M. Cédric WONG pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

NOR : DBS25506188AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

M. Cédric WONG est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 16 janvier 2025.

Art. 2

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 12/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4300 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de Mme Hailanie FANAURA pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

NOR : DBS25506187AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

Mme Hailanie FANAURA est certifiée pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 15 janvier 2025.

Art. 2

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 13/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4301 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de M. Antony ANIAMIOI pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

NOR : DBS25506194AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

M. Antony ANIAMIOI est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 17 janvier 2025.

Art. 2

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 14/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4302 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de M. Teahi CHEN pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

NOR : DBS25506193AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

M. Teahi CHEN est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 17 janvier 2025.

Art. 2

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 15/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 4303 MPR/DBS du 21 mai 2025 portant certification de M. Thierry-Pascal SALMON pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel

NOR : DBS25506192AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 22 avril 2025,

Arrête :

Article 1er

M. Thierry-Pascal SALMON est certifié pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel dans le cadre de la demande de renouvellement du 16 janvier 2025.

Art. 2

Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 16/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4306 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Moeta TAHIRI sous l'enseigne commerciale Artisanat Fenuaiti Takapoto pour financer l'achat de matières premières

NOR : ART25503889AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Moeta TAHIRI pour l'exercice 2025 reçue le 2 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 400 000 F CFP (quatre-cent-mille francs CFP) en faveur de Mme Moeta TAHIRI sous l'enseigne commerciale Artisanat Fenuaiti Takapoto (n° TAHITI A26606), pour financer l'achat de matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 800 000 F CFP (huit-cent-mille francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 638070.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima^T les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 17/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4307 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Glenn RICHMOND sous l'enseigne commerciale Tamaiti Art pour financer l'achat d'équipements

NOR : ART25503910AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de M. Glenn RICHMOND pour l'exercice 2025 reçue le 6 février 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 59 448 F CFP (cinquante-neuf-mille-quatre-cent-quarante-huit francs CFP) en faveur de M. Glenn RICHMOND sous l'enseigne commerciale Tamaiti Art (n° TAHITI F34278), pour financer l'achat d'équipements à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 118 896 F CFP (cent-dix-huit-mille-huit-cent-quatre-vingt-seize francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 648367.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rimaʻ les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 18/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4308 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Thérèse TEAPIKI épouse TERUAOTU sous l'enseigne commerciale Teikihoataua pour financer l'achat de matières premières

NOR : ART25503909AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Thérèse TEAPIKI épouse TERUAOTU pour l'exercice 2025 reçue le 6 février 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 87 804 F CFP (quatre-vingt-sept-mille-huit-cent-quatre francs CFP) en faveur de Mme Thérèse TEAPIKI épouse TERUAOTU sous l'enseigne commerciale Teikihoataua (n° TAHITI D94657), pour financer l'achat de matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 175 608 F CFP (cent-soixante-quinze-mille-six-cent-huit francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 648366.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rimaʻi les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 19/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4309 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Vairea KELLER sous l'enseigne commerciale Roonui pour financer l'achat de matières premières

NOR : ART25503908AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Vairea KELLER pour l'exercice 2025 reçue le 30 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 68 535 F CFP (soixante-huit-mille-cinq-cent-trente-cinq francs CFP) en faveur de Mme Vairea KELLER sous l'enseigne commerciale Roonui (n° TAHITI D12600), pour financer l'achat de matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 137 069 F CFP (cent-trente-sept-mille-soixante-neuf francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 648364.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima^T les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 20/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4310 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Bélinda MII épouse VINCENT sous l'enseigne commerciale Bélinda pour financer l'achat de matières premières

NOR : ART25503907AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Bélinda MII épouse VINCENT pour l'exercice 2025 reçue le 30 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 81 923 F CFP (quatre-vingt-un-mille-neuf-cent-vingt-trois francs CFP) en faveur de Mme Bélinda MII épouse VINCENT sous l'enseigne commerciale Bélinda (n° TAHITI 445981), pour financer l'achat de matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 163 845 F CFP (cent-soixante-trois-mille-huit-cent-quarante-cinq francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 648363.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima¹ les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 21/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4311 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Titaina TEUIAU sous l'enseigne commerciale TEUIAU Titaina pour financer l'achat d'équipements et de matières premières

NOR : ART25503906AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Titaina TEUIAU pour l'exercice 2025 reçue le 30 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 340 529 F CFP (trois-cent-quarante-mille-cinq-cent-vingt-neuf francs CFP) en faveur de Mme Titaina TEUIAU sous l'enseigne commerciale TEUIAU Titaina (n° TAHITI 743161), pour financer l'achat d'équipements et de matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 681 058 F CFP (six-cent-quatre-vingt-un-mille-cinquante-huit francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 633044.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rimaʻ les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 22/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4312 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Wifred YA-MATSY sous l'enseigne commerciale Varua Mana pour financer l'achat d'équipements et de matières premières

NOR : ART25503904AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de M. Wifred YA-MATSY pour l'exercice 2025 reçue le 29 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 97 296 F CFP (quatre-vingt-dix-sept-mille-deux-cent-quatre-vingt-seize francs CFP) en faveur de M. Wifred YA-MATSY sous l'enseigne commerciale Varua Mana (n° TAHITI C44472), pour financer l'achat d'équipements et de matières premières à hauteur de 48,1517 % du montant global du devis hors taxes estimé à 202 061 F CFP (deux-cent-deux-mille-soixante-et-un francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 648362.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rimaʻ les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 23/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4313 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de M. Wildorf TATA sous l'enseigne commerciale Hana Ima Tuhuka pour financer l'achat d'équipements

NOR : ART25503902AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de M. Wildorf TATA pour l'exercice 2025 reçue le 27 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 223 115 F CFP (deux-cent-vingt-trois-mille-cent-quinze francs CFP) en faveur de M. Wildorf TATA sous l'enseigne commerciale Hana Ima Tuhuka (n° TAHITI 976886), pour financer l'achat d'équipements à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 446 229 F CFP (quatre-cent-quarante-six-mille-deux-cent-vingt-neuf francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 646419.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima¹ les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 24/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4314 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Anita TAUHIRO épouse FAAITE sous l'enseigne commerciale Nita Arts pour financer l'achat d'équipements et de matières premières

NOR : ART25503901AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Anita TAUHIRO épouse FAAITE pour l'exercice 2025 reçue le 22 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 105 879 F CFP (cent-cinq-mille-huit-cent-soixante-dix-neuf francs CFP) en faveur de Mme Anita TAUHIRO épouse FAAITE sous l'enseigne commerciale Nita Arts (n° TAHITI A76460), pour financer l'achat d'équipements et de matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 211 758 F CFP (deux-cent-onze-mille-sept-cent-cinquante-huit francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 648361.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rimaʻ les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 25/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4315 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Orama NIGOU sous l'enseigne commerciale Ateliers Tāmau pour financer l'achat de matières premières

NOR : ART25503900AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Orama NIGOU pour l'exercice 2025 reçue le 14 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 74 535 F CFP (soixante-quatorze-mille-cinq-cent-trente-cinq francs CFP) en faveur de Mme Orama NIGOU sous l'enseigne commerciale Ateliers Tāmau (n° TAHITI C71921), pour financer l'achat de matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 149 070 F CFP (cent-quarante-neuf-mille-soixante-dix francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 639422.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima'i les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 26/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4316 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Manola TEUIRA épouse SCHREYER sous l'enseigne commerciale Manola.S pour financer l'achat d'équipements et de matières premières

NOR : ART25503899AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Manola TEUIRA épouse SCHREYER pour l'exercice 2025 reçue le 7 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 512 629 F CFP (cinq-cent-douze-mille-six-cent-vingt-neuf francs CFP) en faveur de Mme Manola TEUIRA épouse SCHREYER sous l'enseigne commerciale Manola.S (n° TAHITI D71069), pour financer l'achat d'équipements et de matières premières à hauteur de 48,2318 % du montant global du devis hors taxes estimé à 1 062 843 F CFP (un-million-soixante-deux-mille-huit-cent-quarante-trois francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 622579.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima¹ les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 27/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4317 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Juliette TEHOIRI sous l'enseigne commerciale Kahiwai Création pour financer l'achat de matières premières

NOR : ART25503898AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Juliette TEHOIRI pour l'exercice 2025 reçue le 6 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 56 483 F CFP (cinquante-six-mille-quatre-cent-quatre-vingt-trois francs CFP) en faveur de Mme Juliette TEHOIRI sous l'enseigne commerciale Kahiwai Création (n° TAHITI F56040), pour financer l'achat de matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 112 966 F CFP (cent-douze-mille-neuf-cent-soixante-six francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 648360.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima¹ les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 28/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4318 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Lydiane HAUATA sous l'enseigne commerciale Ura Rau Design pour financer l'achat matières premières

NOR : ART25503896AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Lydiane HAUATA pour l'exercice 2025 reçue le 6 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 600 000 F CFP (six-cent-mille francs CFP) en faveur de Mme Lydiane HAUATA sous l'enseigne commerciale Ura Rau Design (n° TAHITI D15942), pour financer l'achat matières premières à hauteur de 24,2985 % du montant global du devis hors taxes estimé à 2 469 283 F CFP (deux-millions-quatre-cent-soixante-neuf-mille-deux-cent-quatre-vingt-trois francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 648359.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rimaʻ les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 29/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4319 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Myriam PORCUITTE épouse LUCAS sous l'enseigne commerciale Pareo & Créations Myriam pour financer l'achat de matières premières

NOR : ART25503894AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Myriam PORCUITTE épouse LUCAS pour l'exercice 2025 reçue le 3 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP) en faveur de Mme Myriam PORCUITTE épouse LUCAS sous l'enseigne commerciale Pareo & Créations Myriam (n° TAHITI D95365), pour financer l'achat de matières premières à hauteur de 30,9931 % du montant global du devis hors taxes estimé à 1 613 259 F CFP (un-million-six-cent-treize-mille-deux-cent-cinquante-neuf francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 648358.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rimaʻ les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 30/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4320 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Hinarii PATII épouse TAHITORAI sous l'enseigne commerciale THK Couture pour financer l'achat d'équipements

NOR : ART25503891AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Hinarii PATII épouse TAHITORAI pour l'exercice 2025 reçue le 3 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 203 655 F CFP (deux-cent-trois-mille-six-cent-cinquante-cinq francs CFP) en faveur de Mme Hinarii PATII épouse TAHITORAI sous l'enseigne commerciale THK Couture (n° TAHITI 993774), pour financer l'achat d'équipements à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 407 310 F CFP (quatre-cent-sept-mille-trois-cent-dix francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 648264.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima¹ les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 31/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4321 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Coralie SIU épouse HUIOUTU sous l'enseigne commerciale Les Cokines pour financer l'achat d'équipements

NOR : ART25503890AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Coralie SIU épouse HUIOUTU pour l'exercice 2025 reçue le 2 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 401 356 F CFP (quatre-cent-un-mille-trois-cent-cinquante-six francs CFP) en faveur de Mme Coralie SIU épouse HUIOUTU sous l'enseigne commerciale Les Cokines (n° TAHITI C82886), pour financer l'achat d'équipements à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 802 712 F CFP (huit-cent-deux-mille-sept-cent-douze francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 648357.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rimaʻi les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 32/33, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 4323 MJP du 21 mai 2025 approuvant l'attribution d'une aide au développement de l'artisanat traditionnel en faveur de Mme Carole LY THAM sous l'enseigne commerciale Tahiti Fashion Pearl pour financer l'achat de matières premières

NOR : ART25503887AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2024-113 APF du 12 décembre 2024 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'année 2025 ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière de Mme Carole LY THAM pour l'exercice 2025 en date du 2 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Est approuvée l'attribution d'une aide au développement d'artisanat traditionnel de 657 620 F CFP (six-cent-cinquante-sept-mille-six-cent-vingt francs CFP) en faveur de Mme Carole LY THAM sous l'enseigne commerciale Tahiti Fashion Pearl (n° TAHITI B37940), pour financer l'achat de matières premières à hauteur de 50 % du montant global du devis hors taxes estimé à 1 315 240 F CFP (un-million-trois-cent-quinze-mille-deux-cent-quarante francs CFP) dans le cadre de son activité professionnelle d'artisanat.

Art. 2

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : exercice 2025, programme 96505, centre de travail 825-F, article 652 2, code tiers 601210.

Art. 3

Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois sur le compte du bénéficiaire, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4

Le bénéficiaire s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière auprès du service de l'artisanat traditionnel - te pū 'ohipa rima¹ les pièces justificatives attestant la réalisation totale de son projet.

Art. 5

À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mai 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 33/33, Page 1/6

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL

Conseil économique, social, environnemental et culturel - Avis n° 58 du 20 mai 2025 sur le projet de loi du pays relatif au prêt à taux zéro et instituant un crédit d'impôt sur la taxe sur le produit net bancaire

Saisine du Président de la Polynésie française,

Vu les dispositions de l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la saisine n° 2564 PR du 17 avril 2025 du Président de la Polynésie française reçue le 22 avril 2025 sollicitant l'avis du CESEC sur un projet de loi du pays relatif au prêt à taux zéro et instituant un crédit d'impôt sur la taxe sur le produit net bancaire ;

Vu la décision du bureau réuni le 22 avril 2025 ;

Vu le projet d'avis de la commission « Économie » en date du 15 mai 2025 ;

Le Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française a adopté, lors de la séance plénière du 20 mai 2025 l'avis dont la teneur suit :

I - OBJET DE LA SAISINE

La présente saisine du Président de la Polynésie française soumise à l'avis du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française (CESEC), a pour objet un projet de loi du pays relatif au Prêt à taux zéro (PTZ) et instituant un crédit d'impôt sur la Taxe sur le produit net bancaire (TPNB).

II - CONTEXTE ET ENJEUX

L'accès au logement et l'accession à la propriété constituent des droits fondamentaux et des leviers essentiels en matière de cohésion sociale, de développement économique ou encore d'équilibre des territoires en Polynésie française.

La Polynésie française est marquée par une tension majeure sur le marché du logement, notamment sur l'île de Tahiti où le déséquilibre entre offre et demande est plus prononcé, soulignant l'importance de solutions adaptées et à déployer sur l'ensemble du territoire.

Le retard pris pendant des années sur la production de logements est venu grossir le stock de demandes en logements resté en attente, en particulier les logements sociaux (3 500 demandes enregistrées officiellement). Le besoin global de logements accumulé serait, selon les professionnels du secteur, de l'ordre de 18 000 en Polynésie française.

Selon la Politique publique de l'habitat (PPH)¹, le besoin annuel estimé est de l'ordre de 1 400 logements, dont 800 logements sociaux (pour des ménages dont les revenus s'établissent entre 0 et 2 SMIG²), 300 logements dits « intermédiaires » (revenus entre 2 et 3,5 SMIG³) et 300 logements restants sur le marché libre.

Par ailleurs, sur le grand Papeete, on relève environ 10 000 logements en situation dite d'indignité⁴ et près de 10 000 logements vacants⁵, notamment en raison des coûts de réhabilitation⁶.

La forte hausse du coût de l'immobilier, liée aux tensions sur le foncier et les matériaux de construction, des conditions d'accès au crédit bancaire moins favorables⁷, sont autant de facteurs qui réduisent davantage les chances d'accession à la propriété pour de nombreux ménages.

Dans ce contexte, le gouvernement rappelle qu'il entend agir tant sur l'offre de logements que sur le pouvoir d'achat des ménages. Des réformes sont déjà mises en œuvre dans le cadre de la PPH (2021-2030) (réforme des Organismes privés de logements sociaux [OPLS], réforme des aides, études sur la disponibilité du foncier, etc.).

Le projet proposé prévoit ainsi la mise en place d'un Prêt à taux zéro (PTZ) à la fois pour soutenir le pouvoir d'achat des primo-accédants en réduisant le coût d'un prêt immobilier, et à moyen terme, redynamiser le secteur de la construction. Il cible l'acquisition ou la construction de logements neufs ou l'acquisition de logements anciens, à usage de résidence principale.

L'exposé des motifs rappelle que d'autres dispositifs de prêts ont été mis en œuvre par le passé, mais qu'ils n'auraient pas atteints leurs objectifs (PAP, PIL, PIM)⁸.

En contrepartie de l'octroi de prêts sans intérêt, les banques conventionnées bénéficieront d'un crédit d'impôt imputé sur la Taxe sur le produit net bancaire (TPNB).

Le CESEC rappelle qu'il a émis un avis n° 38-2024 du 27 novembre 2024 sur un projet de loi du pays relatif au crédit à la consommation et au crédit immobilier (saisine en urgence). À ce jour, ce texte n'a toujours pas été adopté par l'Assemblée de la Polynésie française. Le CESEC préconise que celui-ci soit adopté simultanément avec celui relatif au PTZ.

III - OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'examen du projet de loi du pays relatif au Prêt à taux zéro (PTZ) et instituant un crédit d'impôt sur la Taxe sur le produit net bancaire (TPNB) appelle les observations et recommandations suivantes :

3-1 Sur le ciblage et les objectifs du Prêt à taux zéro (PTZ) :

Aux termes de l'exposé des motifs, le PTZ proposé est conçu comme un levier financier supplémentaire destiné à réduire le coût d'un prêt immobilier et à faciliter l'acquisition ou la construction de logements à usage d'habitation principale.

Il constitue un dispositif de soutien aux primo-accédants pour financer en partie l'acquisition ou la construction de logements neufs ainsi que l'acquisition de logements anciens à usage de résidence principale.

Il est précisé que *« ce prêt viserait également à renforcer la mixité sociale en offrant une opportunité d'accession à la propriété à des ménages qui en étaient exclus jusqu'à présent. Aujourd'hui dit "universel", il pourrait être par la suite ciblé prioritairement sur les programmes des Organismes privés de logement social (OPLS) dans un cadre réglementaire rénové »*.

Parallèlement, le CESEC relève que la PPH indique : *« les ménages aux revenus compris entre le 5e et le 8e décile (300 000 F CFP à 500 000 F CFP mensuels)⁹, soit environ 30 % des ménages polynésiens, sont exclus à la fois du parc locatif social et du marché libre, cette population serait la cible d'un segment de parc dit "intermédiaire" »*.

Par ailleurs, il convient d'ajouter qu'en cœur d'agglomération, la forte valorisation du foncier réduit davantage la capacité des ménages à accéder à la propriété sur le marché libre (de 5 % à 15 % des ménages).

Le dispositif proposé vise ainsi un objectif total de 1 090 ménages bénéficiaires, avec une enveloppe de 400 millions de francs CFP par an sur les 4 premières années, et une décroissance progressive les années suivantes.

Le CESEC considère que le PTZ constitue un outil financier utile pour améliorer le pouvoir d'achat des ménages et ainsi favoriser leur accession à la propriété. Son instauration répond d'ailleurs à une recommandation du CESEC formulée depuis 2017 dans son avis n° 90-2017 sur le projet de loi du pays instituant une Aide à l'investissement des ménages (AIM).

Néanmoins, au regard des fortes tensions sur le marché de l'immobilier, où les parcours résidentiels restent fortement contraints et les rotations quasi nulles, le CESEC considère que les possibilités de trouver des logements à des niveaux de prix compatibles avec les capacités financières des ménages restent incertaines.

Selon des experts du secteur, la production de logements aux prix encadrés et abordables apparaît comme la condition indispensable pour améliorer réellement l'accession à la propriété, en permettant à des segments de ménages exclus d'acquérir un logement abordable.

Le CESEC souligne qu'en dépit du soutien à la dynamisation de la production de logements, force est de reconnaître que les livraisons de logements dits « intermédiaires » peinent à se concrétiser.

À cet égard, le CESEC émet les recommandations suivantes :

- justifier le ciblage dit « universel », alors que la PPH évoque plutôt le besoin d'intervention sur un « segment intermédiaire » ;
- fixer un calendrier prévisible du déploiement des PTZ (daté) ;
- clarifier l'offre de logements à prix encadrés prévue dans les programmations à venir ;
- établir un calendrier de livraisons réaliste et adapté aux besoins ;
- identifier les opérateurs mobilisés pour porter cette offre (secteurs public et privé) ;

- garantir l'encadrement des prix, afin que ces logements soient effectivement accessibles aux ménages visés.

Par ailleurs, l'institution rappelle que dans son avis n° 94-2022 du 3 janvier 2022 sur le projet de loi du pays modifiant la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 modifiée relative aux OPLS, elle préconisait de « *définir plus précisément les critères permettant de distinguer le logement social du logement intermédiaire* ».

Dans le prolongement, le CESEC recommande également de préciser et fiabiliser les définitions de notions telles que le « revenu intermédiaire », le « ménage intermédiaire » ou encore le « segment intermédiaire », employées dans les textes officiels et documents de présentation associés.

3-2 Sur le besoin d'harmoniser les barèmes de revenus et de revaloriser les plafonds :

Sur le besoin de revalorisation des plafonds de revenus du dispositif :

Le projet de texte prévoit que les ménages éligibles doivent justifier d'un Revenu mensuel moyen brut (RMM) inférieur ou égal aux plafonds définis par arrêté en conseil des ministres. Un projet d'arrêté joint définit les plafonds suivants :

Ménages éligibles	Plafonds indicatifs	Multiple du SMIG
Personne seule	275 358	1,59
Couple	510 884	2,95
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	540 325	3,12
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge	569 766	3,29
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge	607 866	3,51
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge	647 697	3,74
Personne supplémentaire à charge	41 563	0,24

Le CESEC rappelle que le SMIG fait l'objet de revalorisations officielles régulières. Il préconise que le multiple du SMIG choisi en référence prévale sur les montants indiqués.

Le CESEC considère que le mode de valorisation des plafonds proposés mérite des explications complémentaires et des précisions sur les critères qui permettent de les établir. Il doit notamment permettre d'intégrer les évolutions récentes du marché de l'immobilier, du coût de la vie et les disparités géographiques significatives. Cette mesure est d'autant plus justifiée que l'offre de logements disponibles à des prix encadrés et abordables est insuffisante et reste encore trop peu lisible.

Sur la période 2011 à septembre 2022, le CESEC constate que la hausse des prix de 15 % pour les dépenses relatives à l'habitation¹⁰ est en moyenne deux fois plus rapide que l'inflation globale. Le CESEC recommande à ce titre de mettre en place des indicateurs adaptés permettant d'ajuster en connaissance de cause, les barèmes et plafonds des aides à la dynamique et aux réalités économiques et sociales.

Le CESEC considère que la revalorisation des plafonds de revenus pour l'éligibilité aux dispositifs doit constituer un levier stratégique pour mieux répondre aux besoins des ménages dont les niveaux de revenus ne leur permettent pas de prétendre à d'autres aides.

Par ailleurs, une réflexion sur l'instauration de mécanismes de modulation des aides pourrait permettre d'atténuer les effets de seuil, qui peuvent pénaliser certains ménages, tout en garantissant une allocation plus équitable des ressources publiques.

Vers une plus grande cohérence des conditions de revenus entre les différents dispositifs de soutien au logement :

Le CESEC constate qu'il existe des disparités dans les plafonds de ressources fixés par les différents dispositifs.

Afin de renforcer la lisibilité des dispositifs et de fluidifier les parcours, il recommande de mettre en cohérence les plafonds de revenus et barèmes des différents dispositifs d'aides (PTZ, OPLS, AIM¹¹, LODEOM¹²) en fonction notamment de la composition des ménages.

À titre d'exemple, le multiple du SMIG de référence est de 1,59 pour le PTZ pour une personne seule, alors que pour l'AIM il se décline en 2 multiples distincts pour une personne seule (2 SMIG et 3 SMIG)¹³.

L'harmonisation ou la mise en cohérence des plafonds de ressources favoriserait une meilleure compréhension et une simplification administrative. Elle permettrait aux différents dispositifs de se compléter et de se cumuler de manière plus rationnelle.

Plus généralement, le CESEC recommande d'assurer une meilleure cohérence et lisibilité des conditions d'éligibilité aux dispositifs d'aide au logement. Il recommande notamment la mise en place de plaquettes, fiches d'informations et site internet regroupant dans une présentation unique les différentes aides au logement et les conditions d'éligibilité correspondantes. Il est également nécessaire de les tenir régulièrement à jour.

Par ailleurs, le CESEC recommande la mise en place d'un protocole favorisant la coordination entre les instances qui gèrent et instruisent les différentes aides relatives au logement.

3-3 Sur la condition de résidence fixée à 5 ans :

Le dispositif prévoit à l'article LP 5 que l'emprunteur doit justifier d'une durée de résidence de cinq (5) ans en Polynésie française ou d'une durée de mariage, de concubinage ou de pacte civil de solidarité de deux (2) ans avec des personnes justifiant d'une résidence de cinq (5) ans.

Le CESEC considère que l'introduction d'une condition de résidence pour accéder au bénéfice du Prêt à taux zéro (PTZ) soulève de sérieux risques juridiques, notamment au regard de la jurisprudence constitutionnelle et du Conseil d'État.

En effet, si l'objectif poursuivi par le législateur peut sembler légitime – préserver l'effort financier de la collectivité et favoriser l'ancrage local – cette exigence constitue une différence de traitement fondée sur la durée de résidence, susceptible de porter atteinte au principe d'égalité devant la loi garanti par l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, applicable en droit polynésien.

Le CESEC recommande donc d'apporter les vérifications et les modifications nécessaires afin de garantir la sécurité juridique du dispositif et de ne pas pénaliser la procédure d'adoption et de mise en œuvre, notamment en veillant à ce que la mesure soit proportionnée et en lien direct avec l'objectif poursuivi¹⁴.

3-4 Sur le différé de remboursement et d'amortissement

Le projet de loi du pays proposé prévoit déjà à l'article LP. 13 la possibilité d'un différé d'amortissement qui ne peut excéder 2 ans. Dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, la durée maximale d'amortissement peut ainsi être portée de 25 à 27 ans.

La mise en place d'un différé de remboursement permet de préserver le pouvoir d'achat des emprunteurs au cours des premières années qui suivent la contractualisation.

Il prévoit une période durant laquelle l'emprunteur ne rembourse ni capital ni intérêts. Son remboursement ne commencera qu'à l'issue de ce différé, ce qui a pour effet d'alléger la charge qui pèse sur lui en début d'amortissement.

Toutefois, le fait de différer l'amortissement peut générer, à l'issue de cette période, un palier de remboursement plus difficilement absorbable par l'emprunteur. Le dispositif peut donc prévoir un « lissage » qui consiste à ajuster le montant des échéances lorsque le débiteur doit rembourser plusieurs prêts (ex : prêt immobilier et prêt à la consommation).

Le CESEC préconise que le texte permette le différé d'amortissement au-delà de 2 ans, afin d'offrir plus de flexibilité, dans une forme (avec ou sans lissage) qui sera jugée la plus adaptée à la situation de l'emprunteur par l'organisme prêteur.

3-5 Sur le crédit d'impôt imputé sur la Taxe sur le produit net bancaire (TPNB) :

En contrepartie de l'octroi de prêts sans intérêt, les articles LP. 1er et LP. 2 prévoient que les banques conventionnées bénéficient d'un crédit d'impôt imputé sur la TPNB, correspondant au montant annuel des intérêts qu'elles auraient pu percevoir. Ces articles prévoient ainsi le bénéfice du crédit d'impôt sur la taxe sur le produit net bancaire pour les établissements qui sont habilités à octroyer des prêts à taux zéro.

Le CESEC constate que ce dispositif a fait l'objet d'une concertation préalable avec les représentants des banques de la place et a reçu un consensus.

Le CESEC réitère sa recommandation formulée dans son avis n° 50-2020 du 1er décembre 2020 sur l'Aide à l'investissement des ménages (AIM) : « *l'aide octroyée ne doit pas se voir en partie absorbée par des taux d'intérêts bancaires élevés* », ce qui réduirait d'autant les effets escomptés pour les ménages.

3-6 Sur la dynamique de production des OPLS et leur modèle économique :

L'objectif fixé par la PPH sur le segment dit « intermédiaire » correspond à la production de 300¹⁵ logements par an, soit 21,4 % de la production totale de logements prévue (1 400 logements par an). Pour 2025, l'OPH annonce 419 logements en habitat groupé et 600 fare OPH. Arana (OPLS) annonce 200 logements intermédiaires. Le CESEC attend le bilan de fin d'année pour se prononcer.

Pour donner un ordre de grandeur, l'accession abordable correspondrait, selon la PPH, à des produits commercialisés *a minima* 20 % en dessous du prix du marché libre.

Pour soutenir la production de logements sociaux et intermédiaires, portée auparavant uniquement par l'Office polynésien de l'habitat (OPH), le cadre réglementaire des Organismes privés de logements sociaux (OPLS) a été institué en 2016. Néanmoins, la mise en œuvre du dispositif s'est heurtée à différentes problématiques : réglementation inadaptée à la LODOM, longueur des délais d'instructions, délais d'obtention de permis de construire, etc.

Dans son avis n° 22-2024 du 5 juin 2024 sur le projet de loi portant modification de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 prévoyant un relèvement de la garantie d'emprunt du pays (pour soutenir les programmes de logements intermédiaires), le CESEC attirait l'attention sur le modèle économique, les sources de financements et la bonne gouvernance des OPLS.

Il soulignait la nécessité d'une participation de l'initiative privée et recommandait de garantir un accès équitable à cet outil (garantie d'emprunt) par l'ensemble des opérateurs privés.

3-7 Sur le besoin d'intégrer la question du logement dans une vision plus globale de l'habitat et de l'urbanisme en associant les communes :

Dans le cadre de la politique publique de l'habitat 2020-2030 de la Polynésie française, on retrouve cette idée que les aides à l'accession ou à la construction doivent s'inscrire dans une vision d'aménagement équilibré en tenant compte des besoins dans les différents territoires¹⁶.

Le CESEC considère que l'accès et la mobilisation du foncier à travers un cadre et des outils juridiques adaptés sont la clé d'une stratégie globale en faveur de l'amélioration des conditions d'habitat des Polynésiens.

Les Plans généraux d'aménagement (PGA), outils de planification communaux, constituent le socle indispensable de l'aménagement du territoire à l'échelle locale. Ils jouent un rôle de levier essentiel pour identifier et rendre mobilisable le foncier destiné à accueillir de nouveaux logements.

Le CESEC considère que le PTZ mérite d'être mis en cohérence avec les enjeux de l'habitat, de développement équilibré et durable dans les différents archipels et les communes. Il recommande d'améliorer le dialogue et de renforcer la coordination avec les communes dans le cadre d'une vision concertée sur l'habitat et ses enjeux.

Il préconise également d'intégrer les enjeux de transition écologique dans les dispositifs de soutien au logement tel que le PTZ et dans les outils réglementaires tels que les PGA.

IV - CONCLUSION

Le CESEC juge le Prêt à taux zéro (PTZ) utile pour l'accession à la propriété, en complément des outils de la Politique publique de l'habitat (PPH). La création de logements à des prix abordables reste également essentielle pour élargir l'accès à la propriété.

Néanmoins, ce dispositif ne répond que partiellement à l'ensemble des conditions nécessaires pour favoriser l'accès à la propriété des ménages. D'autres points restent en suspens (ex : accès au crédit, délivrance des permis de construire, accès au foncier, etc.).

Le CESEC souligne qu'en dépit du soutien à la dynamisation de la production de logements, force est de reconnaître que les livraisons de logements dits « intermédiaires » peinent à se concrétiser. À cet égard il émet les recommandations suivantes :

- fixer un calendrier prévisible du déploiement des PTZ (en précisant les dates) ;
- clarifier l'offre de logements à prix encadrés prévue dans les programmations à venir ;
- établir un calendrier de livraisons réaliste et adapté aux besoins ;
- identifier les opérateurs mobilisés pour porter cette offre (secteurs public et privé) ;
- garantir l'encadrement des prix, afin que ces logements soient effectivement accessibles aux ménages visés.

Le CESEC rappelle l'importance d'une valorisation claire des plafonds de revenus, intégrant les évolutions économiques et territoriales. Il recommande leur revalorisation comme levier stratégique et préconise une harmonisation entre les différents dispositifs d'aides (PTZ, OPLS, AIM et LODOM), adaptée à la composition des ménages.

Le CESEC rappelle que le SMIG fait l'objet de revalorisations officielles régulières. Il préconise que le multiple du SMIG choisi en référence prévale sur les montants indiqués.

Sur la condition de résidence de 5 ans, le CESEC recommande donc d'apporter les vérifications et les modifications nécessaires afin de garantir la sécurité juridique du dispositif et de ne pas pénaliser la procédure d'adoption et de mise en œuvre.

Le CESEC préconise que le texte permette le différé d'amortissement au-delà de 2 ans, afin d'offrir plus de flexibilité, dans la forme (avec ou sans lissage) qui sera jugée la plus adaptée à la situation de l'emprunteur par l'organisme prêteur.

Par ailleurs, il réitère sa recommandation formulée dans son avis n° 50-2020 du 1^{er} décembre 2020 sur l'Aide à l'investissement des ménages (AIM) : « *l'aide octroyée ne doit pas se voir en partie absorbée par des taux d'intérêts bancaires élevés* », ce qui réduirait d'autant les effets escomptés pour les ménages.

En matière d'aménagement et d'urbanisme, le CESEC considère que le PTZ mérite d'être mis en cohérence avec les enjeux de l'habitat, de développement équilibré et durable dans les différents archipels et les communes. Il recommande d'améliorer le dialogue et de renforcer la coordination avec les communes dans le cadre d'une vision concertée sur l'habitat et ses enjeux. Il préconise également d'intégrer les enjeux de transition écologique dans les dispositifs de soutien au logement.

Enfin, le CESEC souhaite rappeler que le déploiement de notre Politique publique de l'habitat (PPH) doit se faire en portant une attention particulière aux ménages les plus modestes, pour lesquels les difficultés d'accès à un logement digne et adapté demeurent les plus préoccupantes.

Sous réserves des observations et recommandations qui précèdent, le CESEC émet un avis favorable au projet de loi du pays relatif au Prêt à taux zéro (PTZ) et instituant un crédit d'impôt sur la Taxe sur le produit net bancaire (TPNB).

1. Délibération n° 2021-129 APF du 9 décembre 2021 portant approbation de la politique publique de l'habitat de la Polynésie française 2021-2030.
2. Salaire minimum garanti (SMIG). En 2021, date d'adoption de la PPH, le SMIG brut était fixé à 152 914 F CFP (169 heures). La dernière revalorisation par arrêté n° 580 CM du 30 avril 2024 fixe le SMIG à 173 181 F CFP.
3. Politique publique de l'habitat (voir fiche action n° 4 - Ajuster le dispositif OPLS pour produire du logement intermédiaire).
4. Dans la Politique publique de l'habitat (PPH), le caractère « indigne » fait référence à l'exposition des occupants à un risque pour la sécurité physique ou mentale. Cela fait partie de l'« habitat insalubre ». Néanmoins, il n'y aurait pas de véritable cadre réglementaire et de typologie précise définissant le caractère « indigne » de l'habitat en Polynésie.
5. Extrait du rapport n° 156-2024 CESEC du 14 août 2024, intitulé « Une société polynésienne fracturée (...) ».
6. Environ 15 % des logements (hors Tuamotu-Gambier), représentant 38 500 personnes, ont un défaut ou une privation d'équipements : pas d'électricité, pas d'eau courante, pas de système d'évacuation des eaux usées, pas de WC intérieur, etc. - Points études et bilan n° 1422 - ISPF.
7. Le niveau élevé du taux d'intérêt (3,57 % au quatrième trimestre 2024 - IEOM) rend l'emprunt hors de portée pour bon nombre de ménages.
8. Prêt à l'accession au logement (PAL), Prêt incitatif au logement (PIL), Prime à l'investissement des ménages (PIM).
9. Les revenus des ménages sont représentés et divisés par déciles dans un schéma de la PPH (division en 10 parties d'effectifs égaux des ménages, correspondant à des déciles) - Voir PPH - Diagnostic à l'échelle du Fenua - 2.2 Un territoire marqué par de fortes inégalités sociales (...).
10. Ces dépenses incluent les dépenses de consommation liées à l'habitat et les loyers, elle ne prend pas en compte les prix d'acquisition des biens immobiliers - Points études et bilans n° 1351 - ISPF.
11. Aide à l'investissement aux ménages (AIM).
12. Loi pour le développement économique des outre-mer (LODEOM).
13. Voir la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages (...).
14. Réf : Décision du Conseil d'État du 25 mars 2024 relative à l'annulation de la loi du pays instituant une surtaxe de 1 000 % sur certaines transactions immobilières en Polynésie française.
15. Dont 150 pour la mise en location et 150 pour destinés à l'accession à la propriété.
16. La Politique publique de l'habitat (PPH) s'inscrit en compatibilité avec les ambitions globales portées par le Schéma d'aménagement général (SAGE) 2017-2037, cadre de référence pour l'ensemble des politiques sectorielles.



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

- Journal authentifié

Le Journal officiel de la Polynésie française (JOPF) est publié sous forme d'un PDF officiellement authentifié. Le fichier PDF de l'édition complète est doté d'une empreinte SHA256, c'est-à-dire d'une chaîne de 64 caractères pouvant être utilisée pour s'assurer de l'authenticité de la version.

Pour connaître précisément l'empreinte numérique du document, puis la vérifier avec tout outil permettant de calculer un sha256, vous pouvez aller sur le site Lexpol et cliquer sur l'icône "i" située à côté du lien « Télécharger le fichier PDF authentifié ». Une fenêtre vous donnera l'empreinte numérique du document.

Enfin, vous pouvez retrouver les empreintes numériques des cinq derniers journaux officiels numériques JOPF ci-dessous :

- Empreinte numérique du JOPF n° 115 du 21 mai 2025 :
49e99099ee7c00e35a42211918d472f52d5bc7e517acae78ee0111af458de9c0
- Empreinte numérique du JOPF n° 114 du 20 mai 2025 :
d503b572bfbd8ca9503445398e0e057797680548f4b59835b9a566cdec059314
- Empreinte numérique du JOPF n° 113 du 19 mai 2025 :
f4f9488aab1a172b13dac8acd75a77025fe9059d9b579bd970a7a973e037e973
- Empreinte numérique du JOPF n° 112 du 19 mai 2025 :
cc1ed468353220c00716273bcc9b106f895defd3efd406b71651618b218306cd
- Empreinte numérique du JOPF n° 111 du 16 mai 2025 :
b1882c5d80e400292a5e378d5bf321e3910232c57071789c6f8b550e3ad18aa4

Le directeur de publication, Philippe MACHENAUD-JACQUIER